

Document 1 :

Salvador Allende ou l'espoir brisé , J.-C. Buhrer, Le monde diplomatique, octobre 1973, extraits

Marxiste, Salvador Allende n'avait rien d'un doctrinaire. A la question de savoir s'il croyait possible d'établir sans passer par la dictature du prolétariat, il répondait par l'affirmative. (...) La victoire de l'Unité populaire avait soulevé un immense espoir parmi les masses chiliennes. Le nouveau gouvernement commençait à mettre en pratique son programme économiques et sociales. (...) Il savait que si le suffrage universel l'avait porté à la tête de l'état, le véritable pourvoir économique et financier se trouvait, lui, toujours aux mains de ses adversaires, et que la bataille était loin d'être gagnée. (...) Tout en pressentant la fragilité de sa tentative, Allende avait cru pouvoir ouvrir la voie au socialisme dans le respect de la légalité existante et par des moyens pacifiques. Dans son optique il s'agissait d'une expérience « authentiquement chilienne, adaptée à la réalité du Chili, avec des méthodes chiliennes. » Ainsi avait-il accepté d'entrer dans le jeu d'un régime démocratique bourgeois dont les règles avaient été fixées par ses adversaires. Mais, en dernier ressort, faisant passer leurs intérêts avant toute autre considération, ceux ci n'ont pas hésité à violer leur propre légalité en recourant à la force la plus brutale. (...)

Il est certes toujours facile s'expliquer les erreurs d'un homme d'état après coup. Pour certains de ses partisans, Salvador Allende brûlait les étapes ; d'autres, au contraire, lui reprochaient de ne pas aller assez vite. Pris dans ces deux tendances, il a surtout cherché à pratiquer la politique du possible et à concilier ce qui était parfois inconciliable

Document 2 :

Mythes révolutionnaires du tiers monde – Guérillas et socialismes, G. CHALIAND, Seuil, 1979, p. 212-213

Les facteurs extérieurs qui ont amené la chute d'Allende ne peuvent être négligés : durant la demi-douzaine d'années qui précèdent l'expérience Allende, le Chili reçut 1 milliard de dollars en assistance économique par le truchement de divers organismes internationaux dont la banque mondiale (...) Durant le mandat Allende, ces agences, sous contrôle américain, n'accordèrent pratiquement aucune aide mais réclamaient les dettes accumulées par les gouvernements précédents. Après la chute d'Allende le régime Pinochet recevra, dès les 6 premiers mois de son existence, environ 470 millions de dollars de crédit. Parallèlement, la CIA intervenait directement dans le financement de grèves destinées à paralyser l'économie chilienne. Mais ces faits ne doivent pas faire sous-estimer la faiblesse intrinsèque et les erreurs du gouvernement Allende...

L'effort combiné des pressions internes et externes commence à affecter sérieusement le Chili à partir de l'été 1972 : la production industrielle baisse, et bientôt, devant les difficultés politiques, le gouvernement Allende va moins contrôler la situation que chercher à survivre. En octobre 1972, soit 2 ans après la montée au pouvoir d'Allende, la droite chilienne lançait une première offensive : grève des commerçants et des médecins, autoroutes bloquées par les camionneurs, défilés. En riposte, des centaines de milliers de travailleurs occupaient les usines, les faisaient fonctionner et organisaient leurs propres réseaux de distribution. La droite chilienne céda, espérant l'emporter aux élections de mars 1973 mais celles ci furent [favorables] au gouvernement. En juin 1973 une tentative de coup d'État de militaires de droite échoua grâce à l'intervention de militaires légalistes (...) Plusieurs centaines d'attentats étaient organisés en juillet et aout 1973 par le groupe d'extrême droit « Patria y Libertad » tandis que les partis légaux envoyoyaient l'armée désarmer les travailleurs d'usines.

Document 3 :

Les révolutions d'Amérique latine, P. VAYSSIÈRE, Seuil, 1991, p 225 - 227

Le président restait un partisan convaincu de la méthode non violente : il s'agissait pour lui d'inventer « une nouvelle manière de construire la société socialiste par la voie pluraliste » : « Nous empruntons un nouveau chemin, et nous avançons sans guide en terre inconnue, avec comme seule boussole notre fidélité à l'humanisme, particulièrement à l'humanisme marxiste.. » Processus démocratique et non violent, action politique à long terme : la méthode allendiste n'entrait pas précisément dans la typologie des révolutions latino-américaines.. Elle se voulait une utopie raisonnable : « Tel est l'espoir de construire un monde qui dépasse la division entre riches et pauvres (...).

Des divergences de fond existaient au sein de la gauche (...) Plusieurs mois avant les élections de 1970, l'Unité Populaire semblait avoir tranché en faveur de la transition pacifique vers le socialisme. On nationalisa les matières premières, à commencer par le cuivre ; on appliqua la réforme agraire jusqu'à démanteler la grande propriété ; on nationalisa la banque ainsi que plusieurs filiales d'entreprises nord-américaines ; on rectifia l'échelle des impôts et on réajusta les salaires ; un effort sans précédent fut réalisé dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, du logement.... Bref, on s'attaqua aux fameuses structures socio-économiques, tout en essayant de respecter les lois de la Constitution « bourgeoise ». Des hommes politiques européens venaient faire leur pèlerinage à la source d'un modèle original de progrès social dans la liberté et le légalisme.

Au fil des mois, pourtant, l'action législative du gouvernement fut peu à peu paralysée par l'opposition et la Constitution finit par devenir un carcan, une camisole de force pour le président (...) L'affrontement devint inéluctable à partir d'octobre 1972, avivé à l'extérieur par la CIA et le Pentagone(...)

L'anarchie grandissait au cours des mois de juillet et d'août aggravée par des dissensions réelles au sein de la coalition de gauche (...) Une grève des transports routiers (...) financée par la CIA, bloquait les approvisionnement jusque dans les quartiers populaires. Les forces armées lançaient des perquisitions violentes contre les usines et les sièges de partis de gauche, tandis que des femmes de la « bonne société » défilaient dans les rues en tapant sur des casseroles vides pour protester contre la pénurie. Des bandes d'adolescents cassaient des vitres de magasins ou de voitures pour amplifier l'image du chaos. Les journaux d'opposition (...) les radios et les télévisions s'employaient à augmenter les tensions, les haines et les peurs collectives. Moment chaotique où les extrêmes s'affrontaient ; alors que le général légaliste Prats, ministre de la Défense, démissionnait sous la pression de l'armée et qu'il était remplacé par le général Pinochet, commandant en chef des forces armées (24 août), 800.000 personnes défilaient pour célébrer le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'Allende (4 septembre).

Document 4 :

Il fallait que ce Chili ne fût pas..., article anonyme paru dans le *Monde diplomatique*, novembre 1973, extraits.

Dans les premiers jours de novembre 1970, alors qu'à Santiago, Salvador Allende était investi de la magistrature suprême, M. Kissinger assistait à Washington à la réunion du conseil national de Sécurité qui, sous la présidence de M. Nixon, définissait la politique américaine à l'égard du Chili. Dès le début M. Kissinger pencha pour une politique dure qui bloquerait toute possibilité de l'Unité populaire de s'établir au pouvoir (...) En coupant les crédits, en refusant les réapprovisionnements, en créant un climat général d'hostilité, il fallait, selon la formule employée, « faire mûrir la poire chilienne » jusqu'à son pourrissement.

Quelques semaines plus tard, MM. Nixon et Kissinger faisaient savoir au président du Chili qu'une chose leur était inacceptable : les nationalisations sans compensation, car elles portaient atteinte au premier principe de la politique extérieure américaine, selon lequel les investissements privés américains doivent être protégés par le gouvernement des États-Unis. (...) Les intérêts privés américains sont les intérêts publics du gouvernement des États-Unis, la raison d'État de l'empire.

Document 5 :

Lettre à S. Allende par la coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago, 5 septembre 1973, (E. Delgado trad.) cité par F. GAUDICHAUD dans *¡Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili*, Syllepse, 2013

Auparavant, nous craignions de voir le mouvement vers le socialisme flétrir et aboutir à un gouvernement centriste, réformiste, démocrate-bourgeois (...) Nous avons désormais la certitude que nous suivons une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme (...) nous exigeons que le programme de l'Unité Populaire soit appliqué (...) Trois ans ont passé, camarade Allende, et vous ne vous êtes pas appuyés sur es masses et désormais nous les travailleurs avons perdu confiance (...) En octobre 1972, lorsque la volonté et l'organisation de la classe ouvrière permirent au pays de continuer face à la grève patronale (...) lorsqu'on aurait pu asséner le coup de grâce à la bourgeoisie, vous ne nous avez pas fait confiance (...) La droite s'est dotée d'un appareil terroriste si puissant et organisé qu'il est à n'en pas douter financé par la CIA (...) Il n'y a que deux alternatives : la dictature du prolétariat ou la dictature militaire (...) Le réformisme qui cherche à dialoguer avec ceux qui ont trahi à plusieurs reprises est le chemin le plus court vers le fascisme. (...) Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non pas vers la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, plané, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine.

Document 6 :

A la Maison Blanche, H. KISSINGER, Fayard, 1979, t. I, pp. 678-707

Le martyr ultérieur d'Allende a obscurci sa politique. Bien qu'il se soit proclamé socialiste, ses buts, sa philosophie n'avaient aucune ressemblance avec ceux des social-démocraties européennes. Allende avait fondé le parti socialiste du Chili, qui ne se distinguait du parti communiste qu'en se montrant plus révolutionnaire dans son programme et pas plus démocratique dans sa philosophie. Il avait voulu prendre le pouvoir par l'élection avant d'entreprendre la révolution, mais la plate forme sociale et politique qu'il promettait ensuite n'était pas différente de celle du parti communiste. Le principe de base du programme du Parti était que les pratiques démocratiques « bourgeois » n'étaient plus de mise. Par définition, son élection serait la dernière démocratique. (...)

Le mythe d'Allende démocrate a été entretenu avec d'autant plus d'assiduité qu'il est faux. Le fait est que les diverses dispositions prises par le gouvernement Allende furent considérées comme inconstitutionnelles et illégales par la Cour Suprême du Chili, le 23 mai 1973 (...) C'est l'opposition qu'il éveilla à l'intérieur du Chili qui déclencha le coup d'État militaire de 1973, à la conception, à l'organisation et à l'exécution duquel nous ne prîmes aucune part.

Document 7

Mise à mort du socialisme à la chilienne, Le Monde, P. Kalfon, 11-12 septembre 1983

En fait pour l'Unité Populaire, le compte à rebours avait commencé véritablement trois ans auparavant. Avant même la surprise du 4 septembre 1970, quand le socialiste Allende devança d'une courte tête une droite divisée entre démocrates-chrétiens et conservateurs du Parti National, la CIA, par la compagnie ITT interposée, avait déjà entrepris de conspirer en subventionnant aussi bien les candidates adverses que le journal *El Mercurio*, puissant fabricant d'opinion.

Pour éviter qu'Allende n'obtienne l'investiture indispensable des deux Chambres, ce fut le premier putsch manqué, du 22 octobre 1970 qui coûta la vie au général Schneider, commandant en

chef de l'armée, suspect de loyalisme. Or les militaires, au contraire, serrèrent les rangs, et la Démocratie Chrétienne consentit à donner sa bénédiction au « marxiste » Allende, qui put s'installer normalement à la présidence le 4 novembre.

Au cours des trois années agitées du gouvernement d'Unité populaire, les événements ont assez bien correspondu à la stratégie de déstabilisation adoptée à la Maison Blanche par le « comité des 40 », bras occulte du Conseil National de Sécurité des USA : sabotage économique tendant à créer une situation de chaos, refus de tout crédit de financement, manipulation à la baisse du prix du cuivre à la bourse de Londres, refus de livraison ou de vente de pièces de rechange, de produits alimentaires, etc.

document 8 :

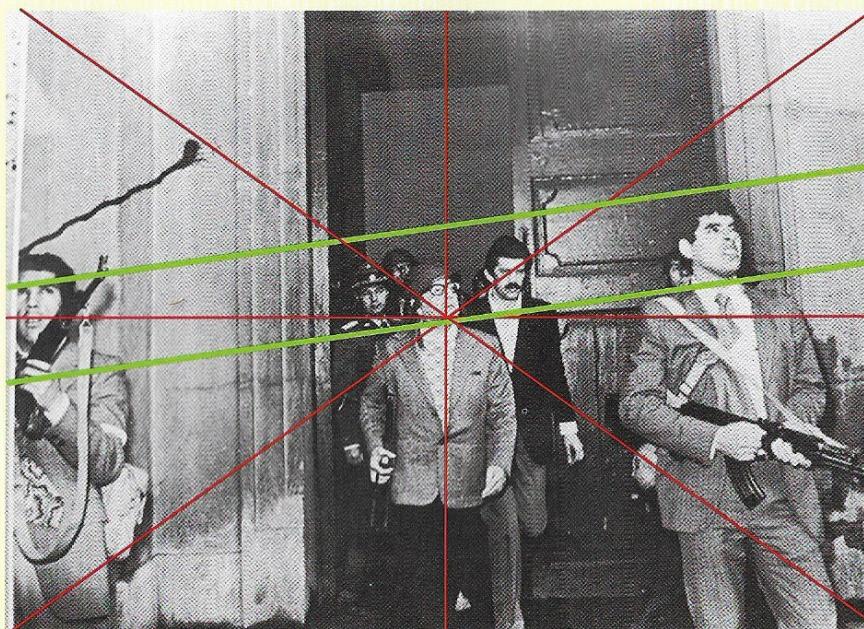
extrait d'un manuel – éléments d'analyse d'une photographie

Analyser une photographie

DOCUMENT Dernière photographie de Salvador Allende

CONSIGNE

Comment cette photographie témoigne-t-elle de la fin dramatique de la démocratie chilienne ?



Les regards attirés vers le haut : le hors-champ que les spectateurs ne voient pas.

Allende est au centre de l'image : à la croisée des lignes de composition.

Photographie prise par Orlando Lagos Vasquez montrant Salvador Allende inspectant le palais présidentiel de la Moneda le jour du coup d'État militaire, le 11 septembre 1973, parue anonymement trois semaines plus tard dans le *New York Times*.

document 9 :

extraits de la Déclaration de la coordination des cordons industriels de Santiago publiée dans *Chile Hoy*, le 27 juillet 1973, cité dans *¡Venceremos !* de F. Gaudichaud, p 117-118.

Les Cordons industriels de la province de Santiago (...) ont décidé de rendre officielle la constitution de la coordination provinciale des Cordons industriels (CPCI), comme résultat de la

montée de la classe ouvrière qui a répondu à l'offensive fasciste de la bourgeoisie en s'emparant des usines, des terres et des entreprises (...)

En aucun cas, les Cordons ne prétendent être parallèles à la CUT (Centrale Unique des Travailleurs, *syndicat majoritaire au Chili*) qu'ils reconnaissent comme étant l'organisation suprême des travailleurs chiliens au niveau national. C'est pourquoi la CPCI (...) ne prétend pas assuméer la direction de la classe ouvrière dans la province, mais est le produit de la nécessité de coordonner la lutte des différents Cordons industriels.

Les Cordons se sont posés la question du pouvoir et de la constitution d'organisations, embryons du pouvoir populaire (...)

La direction politique incombera aux partis ouvriers qui assumeront le rôle d'avant-garde dans la lutte et au sein de la classe ouvrière. (...)

OBJECTIFS GENERAUX DES CORDONS

- 1 – défendre et élargir les conquêtes du gouvernement et de la classe ouvrière
- 2 - représenter sous forme de démocratie directe les travailleurs du Cordon
- 3 – se constituer en organismes de défense du gouvernement actuel dans la mesure où celui-ci représentera les intérêts des travailleurs
- 4 – approfondir le processus et aiguiser les contradictions de classes. (...)